

Par dessein *plutôt* que par défaut :

Établir un leadership mondial inclusif soutenu par des capacités de défense ciblées

Résumé des recommandations du Réseau d'analyse stratégique :

- Nous conseillons au MDN d'accroître le niveau de transparence de ses activités par un meilleur partage de l'information, par l'amélioration des capacités de communication et de l'agilité numérique. Étant donné que la légitimité de l'armée repose sur la confiance du public, la transparence est essentielle pour justifier les priorités de la politique de défense et les futurs investissements dans les FAC.
- Nous recommandons de mettre en place des examens cycliques des politiques de défense sur le modèle du processus de consultation affiné dans le cadre du Plan national d'action consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité. Ces examens quinquennaux permettraient des interactions plus dynamiques entre le MDN et les Canadiens.
- Nous recommandons de mettre en place un cadre qui précise clairement les compétences et les rôles des institutions civiles et militaires qui se chargent des opérations intérieures. En plus de fournir une délimitation simple des activités qui relèvent ou non des opérations intérieures, ce cadre contribuerait également à repenser la relation entre les forces régulières et les réserves.
- Ce rapport identifie la défense nord-américaine comme un pilier de la sécurité transatlantique et considère que le NORAD et l'OTAN devraient être les priorités pour le MDN/les FAC. Nous recommandons au Canada de poursuivre ses efforts dans d'autres régions afin de fournir une aide humanitaire aux personnes vulnérables dans les zones touchées par des conflits. Toutefois, ces efforts devraient être principalement axés sur la fourniture d'une aide internationale et sur le maintien d'une présence diplomatique solide dans la région, plutôt que sur une présence militaire.
- Pour faire face à l'imprévisibilité des États-Unis, nous recommandons qu'un groupe de travail interagences, qui inclurait le MDN, travaille avec des acteurs externes pour comprendre la portée et l'ampleur des opérations de désinformation et de mésinformation qui constituent des menaces potentielles pour les missions canadiennes et leurs objectifs respectifs, pour les Canadiens au Canada et à l'étranger, pour les élections canadiennes ainsi que pour d'autres infrastructures essentielles en matière d'information.

Introduction

Dans le contexte de la mise à jour de la politique de défense, le Réseau d'analyse stratégique (RAS) a organisé une série de consultations avec ses chercheurs afin de proposer des recommandations simples au ministère de la Défense nationale (MDN), et tenant compte du caractère décisif de l'année 2022 pour la politique internationale. Au cours des deux dernières années, les experts du RAS ont déploré le fait que le Canada n'ait pas eu une articulation claire de ses priorités stratégiques. Ils ont reproché à la politique étrangère et de défense canadienne d'être moralisatrice, de faire preuve d'autosatisfaction et de ne pas s'accompagner de capacités appropriées pour relever les défis sécuritaires de la prochaine décennie et des suivantes. Parallèlement, la pandémie mondiale, qui a débuté en 2020, et un nouveau scandale d'inconduites sexuelles dans les Forces armées canadiennes (FAC) en 2021 ont eu une incidence sur l'état de la défense nationale. En 2022, la compétition entre grandes puissances s'est considérablement intensifiée avec le retour de la guerre conventionnelle en Europe continentale à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février. Le comportement de plus en plus agressif de la Chine en Asie de l'Est et son plus grand alignement sur la Russie érodent davantage l'ordre international libéral qui constitue la base de la sécurité et de la prospérité occidentales. Étant donné les impacts cumulés de ces événements, le Canada ne peut plus se permettre d'être complaisant. Le suivisme, c'est-à-dire l'idée que le Canada peut adopter une approche attentiste et ensuite ajuster sa posture en fonction de ce que font ses principaux partenaires, n'est pas réalisable non plus, surtout dans un contexte où son plus proche allié, les États-Unis, est confronté à des troubles politiques intérieurs. Ce rapport est l'aboutissement des consultations du RAS à Montréal, Ottawa et Calgary et, bien qu'il ne soit pas censé être exhaustif, il offre des directives claires sur la façon dont le Canada devrait renouveler ses priorités stratégiques¹.

Une articulation plus claire des engagements militaires canadiens peut permettre une meilleure allocation des ressources et aider le gouvernement à informer à propos des raisons pour lesquelles des investissements de défense sont nécessaires et dans quels domaines ils le sont.

I. Par où commencer : plus de collaboration, d'inclusion et de transparence pour la politique étrangère et de défense

Le Canada devrait 1) établir une consultation et une collaboration plus étroites entre AMC et le MDN 2) améliorer l'inclusivité et la transparence en matière de politique étrangère et de défense afin de permettre une plus grande confiance à l'égard des institutions canadiennes et 3) investir dans des processus consultatifs visant à approfondir la compréhension des politiques par les Canadiens, afin d'accroître la légitimité de ces politiques tout en réduisant la menace de désinformation.

Le fait que le Canada ait révisé sa politique de défense en 2017 sans soumettre simultanément sa politique étrangère à un tel examen constitua une occasion manquée. En 2022, alors que le MDN effectue sa mise à jour de la politique de défense, un exercice de révision au sein d'Affaires mondiales Canada (AMC) est également en cours, et la publication d'une politique pour l'Indopacifique serait imminente. Bien que nous croyions qu'il devrait y avoir un dialogue plus étroit entre les deux ministères, ainsi qu'une meilleure coordination et intégration des processus de réflexion à propos des politiques qui découlent du MDN et d'AMC, il est encourageant que ces mises à jour, révisions et réflexions aient lieu simultanément. À ce jour, le seul thème général qui vise à assurer la cohérence de la politique internationale du Canada est son orientation féministe. Avec l'adoption d'une politique étrangère féministe, le gouvernement Trudeau a décidé que les considérations d'égalité des genres

1. Nous remercions tout particulièrement le Canadian Network on Information and Security (CANIS), le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (Cérium), ainsi que l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa.

seraient au centre de ses programmes nationaux et internationaux. Pourtant, un fossé existe toujours entre la rhétorique et la pratique. Il y a néanmoins eu des efforts inégaux sur ce front lorsqu'on compare les priorités du Canada en matière de défense, de diplomatie et de développement, comme le souligne un [rapport de recherche du RAS](#).

Une politique étrangère et de défense inclusive en matière d'égalité des genres, de bilinguisme et d'engagement avec tous les segments de la population canadienne devrait être une priorité. Une politique étrangère et de défense inclusive renforcerait la transparence et favoriserait une plus grande cohérence et une plus grande efficacité. En effet, le processus d'élaboration des politiques est tout aussi important que leur contenu. Que ce soit en donnant accès aux enquêtes qui sont terminées ou en étant franc au sujet des opérations d'information, le MDN doit faire preuve de transparence quant à son travail. La légitimité de l'armée repose sur la confiance du public, et la transparence sera essentielle pour justifier les priorités en matière de défense et les investissements futurs, dans les FAC en particulier. Ce point sur la transparence et la divulgation de l'information a été soulevé par l'ancienne juge de la Cour suprême, Louise Arbour, dans son [Examen externe complet indépendant](#) dans le contexte du scandale d'inconduite sexuelle au sein des FAC, mais il s'applique certainement plus largement au reste des pratiques du MDN/des FAC. Un meilleur partage de l'information va de pair avec l'objectif primordial qui est d'améliorer les capacités de communication et l'agilité numérique de l'ensemble du personnel dans les domaines de politique étrangère et de défense.

Il est nécessaire de sensibiliser davantage les Canadiens à ce qui se fait en matière de défense pour améliorer la confiance du public dans les institutions comme l'armée. La population canadienne est un acteur important pour la réalisation des objectifs de la politique étrangère et de défense, que cela soit lors des consultations précédant l'adoption de nouveaux objectifs tout comme durant l'exécution de ces derniers. Par exemple, étant donné que nos élections sont subissent des ingérences étrangères dont les effets sont amplifiée par les réseaux de désinformation en ligne, la préparation et la résilience des Canadiens sont nécessaires pour contrer de telles menaces. Il est donc temps de repenser cette relation fondamentale avec la population canadienne afin d'établir des interactions plus dynamiques entre le MDN et les opinions publiques. À notre avis, une exigence minimale pour mettre cela en place est l'examen cyclique de la politique de défense. Nous proposons d'adapter ces examens quinquennaux au processus de consultation affiné dans le cadre du [Plan national d'action consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité](#). Ce modèle consultatif est déjà cyclique, et est conçu pour mener de vastes consultations en s'engageant auprès de différents segments de la société canadienne (organismes gouvernementaux, société civile, communautés autochtones, universitaires, etc.) et il produit des politiques et des objectifs réalisables et mesurables. Il est possible d'adapter ce modèle à la politique de défense.

II. Priorités stratégiques : opérations intérieures et sécurité transatlantique

La politique de défense du Canada devrait donner la priorité aux opérations intérieures et continuer d'investir dans le NORAD et l'OTAN. Dans l'Indo-Pacifique et au Moyen-Orient, le Canada devrait élargir sa présence diplomatique, ses partenariats économiques et son aide humanitaire. Le Canada devrait également créer un groupe de travail interagences, qui comprendrait le MDN et qui travaillerait avec des acteurs externes pour comprendre la portée et l'ampleur des opérations de désinformation et de désinformation qui constituent des menaces potentielles pour les missions canadiennes et leurs objectifs respectifs, ainsi que pour les Canadiens dans le pays et à l'étranger.

Construire un modèle inclusif de leadership mondial permettrait au Canada de réagir de manière optimale et de s'adapter à la compétition entre les grandes puissances et à l'instabilité régionale. Les deux logiques vont de pair : les pays qui ne prennent pas leurs responsabilités vis-à-vis de leur peuple ne parviennent pas non plus à obtenir des résultats durables en matière de sécurité, et cette tendance se retrouve dans toutes les régions. Pour que le Canada ait un impact significatif, il lui faudra réduire la portée de son action militaire.

Jusqu'à présent, la politique étrangère et de défense du Canada a été peu encline au risque et Ottawa a souvent eu une approche hésitante afin de faire face à un environnement international de plus en plus tumultueux. La leçon que l'on peut tirer de la période 2020-2022, de la pandémie à la guerre à grande échelle de la Russie en Ukraine, est qu'un pays trop ambivalent ne sera pas préparé à faire face à ce moment dans les relations internationales où les intérêts nationaux l'emportent sur les principes de la coopération internationale. Une plus grande confiance entre la Chine et les États-Unis aurait contribué à faciliter une réponse mondiale à la pandémie, mais le Canada n'était pas en mesure d'influencer cette relation bilatérale. Que les chaînes d'approvisionnement soient perturbées par des virus ou des guerres, le Canada doit maintenant être plus explicite dans le choix de ses partenaires, ce qui implique nécessairement une adaptation qui sera coûteuse à court terme, en donnant la priorité à la fiabilité de ces partenariats plutôt qu'à leur accessibilité financière. Il s'agit d'une logique différente de coopération internationale, qui a toujours été plus évidente dans le monde de la défense que dans celui du commerce. Il est nécessaire de développer des coopérations plus importantes avec des partenaires et des alliés de confiance pour préserver la liberté d'action de l'Occident.

Dans ce contexte, la politique de défense du Canada devrait donner la priorité aux opérations nationales, à la défense continentale nord-américaine (fortement axée sur l'Arctique) ainsi qu'à la sécurité transatlantique. L'engagement stratégique dans d'autres régions devrait être poursuivi principalement par le biais d'une forte présence diplomatique et d'une assistance internationale. Une attention particulière doit également être accordée aux développements politiques au sud de sa frontière.

Opérations domestiques : par dessein plutôt que par défaut

Les FAC devraient s'appuyer sur les leçons de la pandémie et sur leur participation aux interventions menées en réponse à des catastrophes naturelles afin de renforcer leurs capacités dans le cadre d'opérations nationales. Étant donné qu'il est probable que le nombre d'urgences nationales augmente, cela entraînera également une augmentation des demandes d'aide qui seront faites aux FAC. Il est nécessaire de disposer d'un cadre clair qui décrit clairement la répartition des tâches, des mandats et des rôles des institutions civiles et militaires compétentes en matière d'opérations nationales. Ce cadre devrait fournir une délimitation simple des activités qui relèvent des opérations nationales afin que cette expansion des opérations nationales se fasse par dessein plutôt que par défaut. En discutant au cours de nos consultations des menaces sécuritaires auxquelles le Canada est confronté, nous avons listé plusieurs activités liées aux opérations nationales : déployer des forces pour des missions de recherche et de sauvetage, y compris le transport aérien pour l'évacuation ; développer des fonctions de détection et de surveillance dans tous les domaines ; servir les communautés locales qui n'ont pas la capacité de faire face aux catastrophes naturelles, aux pandémies et à d'autres urgences. Sur ce dernier point, cependant, il faut reconnaître que les FAC ne peuvent pas tout faire ; il n'est dans l'intérêt de personne que les FAC soient utilisées pour éviter d'investir de manière appropriée dans le système de santé par exemple. L'un des objectifs du cadre clair que nous recommandons est de limiter clairement les circonstances dans lesquelles les gouvernements devraient faire appel aux FAC.

Cette recommandation permet également de repenser la relation entre les forces régulières et la réserve, en prenant en considération que les réservistes sont les mieux placés pour répondre aux urgences qui concernent leurs propres collectivités. Ce faisant, les opérations nationales augmentent la proximité et la visibilité des militaires dans la vie des Canadiens, améliorant ainsi les liens entre l'armée et la société. En effet, le soutien du public aux opérations nationales est élevé, ce qui entraîne des répercussions sur la façon dont les forces armées sont perçues et plus largement, sur leur légitimité. Il est temps que le MDN reconnaisse que les opérations nationales se poursuivront/répéteront à l'avenir et que les membres des FAC doivent être mieux préparés à les mener. Les FAC, à leur tour, pourront profiter de ces occasions pour regagner la confiance des Canadiens.

La défense nord-américaine comme pilier de la sécurité transatlantique

L'unité occidentale face à l'invasion de l'Ukraine est un excellent exemple de la façon dont les investissements à long terme dans la coopération alliée peuvent être rapidement mobilisés en temps de crise. Les investissements du Canada dans la sécurité transatlantique, qu'il s'agisse de son rôle de

commandement à la tête des groupements tactiques de l'OTAN ou de ses efforts d'entraînement en Ukraine, ont eu un impact tangible. Nous recommandons au Canada de renforcer son activisme diplomatique et sa participation à l'OTAN, ce qui renforcera ses efforts de dissuasion et de défense pour protéger les États membres, en Europe, dans l'Arctique et en mer.

L'annonce récente des 8 milliards de dollars de dépenses de défense supplémentaires au cours des cinq prochaines années et de 40 milliards de dollars pour la modernisation du NORAD au cours des deux prochaines décennies s'ajoute aux augmentations promises dans le cadre de la politique Protection, Sécurité, Engagement (PSE). Pourtant, il demeure peu probable que le Canada respecte son engagement de 2 % du PIB pour son budget de défense de l'OTAN d'ici l'échéance annoncée de 2024. Alors que l'invasion de l'Ukraine et une présence accrue de l'OTAN en Europe de l'Est pourraient entraîner de nouvelles augmentations du budget de la défense, ce déficit est symptomatique d'une longue tendance à l'obsolescence du budget militaire. Les FAC n'ont pas l'équipement nécessaire pour s'acquitter de leur mandat, comme en témoigne leur incapacité à fournir à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour résister aux dernières avancées russes. Les retards du Canada en termes de budgets de défense contribuent également à creuser l'écart technologique avec ses alliés et ses ennemis. La mise à jour de la politique de défense permet de mieux définir les priorités stratégiques du Canada et de permettre des réinvestissements plus ciblés afin d'atteindre des objectifs clairement définis qui servent les intérêts nationaux canadiens. Cela implique également d'avoir une stratégie d'approvisionnement axée sur des besoins à court terme, une stratégie qui devrait être réévaluée régulièrement dans le cadre de l'évaluation quinquennale de la politique de défense comme suggéré précédemment.

Nous croyons qu'il est important de maintenir le cap au sujet des augmentations prévues du budget de la défense afin de combler les lacunes technologiques et de faciliter la participation active du MDN/des FAC à la modernisation du NORAD et aux efforts de dissuasion accrus de l'OTAN. Bien que la poursuite de la participation et des investissements dans le NORAD et l'OTAN soit relativement simple, il est plus difficile de discuter du désengagement dans d'autres domaines, même si cela reste essentiel pour se concentrer sur les priorités canadiennes et maximiser l'impact de capacités de défense limitées.

Engagement dans l'Indopacifique : accroître l'activité diplomatique et les partenariats économiques

En se désengageant progressivement du Moyen-Orient, les États-Unis sont parvenus à mettre en œuvre leur pivot vers l'Asie en en faisant la pierre angulaire de leur nouvelle politique étrangère. Si son allié le plus important déplace son attention d'une région à l'autre en fonction de ses priorités à court ou à long terme, le Canada ne devrait pas tenter de faire de même dans le domaine militaire. Bien que le Canada ait cherché à s'impliquer dans l'Indopacifique, un manque d'ambition et un retard stratégique ont donné lieu à une position ambivalente qui n'est pertinente ni pour ses alliés traditionnels ni pour ses partenaires potentiels en Asie. Afin de devenir un acteur plus crédible en Asie, le Canada doit mettre fin à la fragmentation de ses efforts diplomatiques en donnant la priorité à certaines plateformes d'engagement régional pour forger un nouveau réseau de partenariats, mais sans pour autant que cela nécessite une augmentation de sa présence militaire. Le Canada doit plutôt adapter ses outils et ses méthodes de manière distincte des États-Unis tout en étant complémentaire de la stratégie américaine. L'élargissement de son activité diplomatique et de ses partenariats économiques dans l'Indopacifique contribuera à une meilleure compréhension des acteurs de la région, à la cohérence de l'engagement du Canada dans la région et à la préservation de son intérêt qui est de maintenir le statu quo international en Asie de l'Est. Pour l'instant, le Canada ne peut être ni un médiateur crédible dans la rivalité entre Pékin et Washington, ni un acteur militaire sérieux dans la région indopacifique. Même s'il doit rester limité, un rôle militaire canadien peut encore être envisagé en permettant une aide en cas de catastrophe naturelle, en participant à des exercices militaires conjoints et, plus important encore, en développant de capacités industrielles et militaires qui peuvent être redirigées au profit de partenaires menacés dans la région s'il devait y avoir une guerre. Le Canada devrait soutenir explicitement le droit de Taïwan à l'autodétermination, la liberté des lignes de communication maritimes stratégiques et favoriser la coopération régionale pour renforcer ces objectifs.

Moyen-Orient :

priorité à la présence diplomatique dans la région et à l'aide internationale

Parallèlement, la tendance au désengagement militaire au Moyen-Orient doit se poursuivre. La présence militaire canadienne en Irak n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, en passant de 800 à 300 FAC. Cependant, le ministre de la Défense a annoncé une prolongation de l'opération Impact au Moyen-Orient, ce qui crée une certaine ambiguïté quant aux objectifs à court terme du Canada dans la région. De nombreux experts estiment que l'État islamique et les métastases terroristes ne sont plus une menace principale et que la poursuite de la mission n'était pas une priorité, tandis que d'autres soutiennent que l'influence croissante de l'Iran légitimait une telle décision. Nous avançons que le rôle du Canada au Moyen-Orient ne peut aller au-delà des paramètres assez limités établis par l'OTAN, par l'entremise de la mission de l'OTAN en Irak. Au-delà de l'accent mis sur la formation, le conseil et le renforcement des capacités en Irak (avec des activités complémentaires en Jordanie et au Liban), nous ne voyons pas la nécessité de maintenir l'engagement militaire à un moment où les alliés du Canada se retirent. Ce que nous recommandons donc, c'est que le Canada redouble d'efforts pour fournir une aide humanitaire aux personnes vulnérables dans les zones touchées par un conflit, mais que ces efforts soient principalement concentrés sur le maintien d'une présence diplomatique solide dans la région et sur la fourniture d'une aide internationale plutôt que sur une présence militaire.

Afrique : se concentrer sur certains domaines et sur les pays ciblés

De la même façon, il est grand temps que le Canada cesse de prétendre qu'il est ou veut être un important gardien de la paix en Afrique. Le Canada s'est désengagé des opérations de paix de l'ONU d'un gouvernement à l'autre depuis la fin des années 1990, attitude qui reflète une profonde aversion à une présence considérable de troupes en Afrique. Au lieu de surfer sur un mythe, le Canada devrait donner la priorité à la fourniture de services spécifiques aux opérations de paix, dans des domaines tels que les capacités de transport, ainsi que de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR), car celles-ci doivent de toute façon être améliorées sur les théâtres arctique et européen. Lorsqu'il s'engage en Afrique, le Canada devrait concentrer son énergie sur les fronts diplomatique, commercial et humanitaire vers un ensemble limité de pays qui sont essentiels à l'avenir du Canada, que ce soit pour des raisons stratégiques, économiques ou d'immigration. Militairement, le rôle du Canada devrait être multilatéral, spécialisé dans certains domaines et devrait viser à contrer l'influence croissante de la Russie et de la Chine.

En résumé, au lieu de renforcer l'engagement en matière de défense au Moyen-Orient ou en Asie, en fonction des préférences à court terme des États-Unis le Canada doit penser par lui-même et se concentrer là où il le doit. Les considérations ci-dessus sont particulièrement pertinentes compte tenu de la volonté politique d'accroître les capacités de défense canadiennes face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il y a une fenêtre d'opportunité pour articuler clairement les priorités du Canada et justifier pourquoi il est essentiel de combler le fossé dans les capacités de défense canadiennes.

Faire face à l'imprévisibilité aux États-Unis : accroître l'indépendance stratégique tout en développant des capacités offensives dans les domaines de la cybersécurité et de l'information

L'élection de Donald Trump en 2016 a constitué un bouleversement sur la scène internationale inattendue et non désirée pour le Canada. Non seulement cela a perturbé l'amitié idéologique entre Washington et Ottawa, mais cela a également imposé aux deux pays des négociations fastidieuses à propos du libre-échange nord-américain. La présidence de Biden n'est à cet égard qu'un sursis temporaire alors que les Républicains de Trump continuent d'exercer une emprise importante sur le public américain, ce qui fait craindre, du point de vue canadien, un scénario inquiétant pour les élections de 2024. Les émeutes du Capitole du 6 janvier 2021 ont démontré à quel point l'extrémisme de droite se rapproche de plus en plus du courant dominant. Un deuxième mandat pour Trump, ou pour un perturbateur qui partagerait ses idées, forcerait Ottawa à revoir ses relations avec les États-Unis, notamment en ce qui concerne le partage de renseignements et la défense continentale. Cela pourrait avoir un impact considérable sur notre politique étrangère et de défense.

En refusant d'adopter une attitude attentiste, différentes orientations stratégiques peuvent être développées en ce qui concerne la prochaine administration américaine. Selon le scénario qui

prévaudra (une Maison-Blanche et un Congrès favorables à Trump, par opposition à une configuration politique plus stable), le gouvernement canadien devra se pencher sur la question de l'augmentation de son indépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis. Si quitter la sphère d'influence américaine semble irréaliste en raison de la réalité géographique et de la dépendance économique du Canada au commerce bilatéral, les contours de la relation spéciale avec Washington doivent être réévalués dans le domaine de la sécurité. L'instabilité politique américaine, la désinformation et le populisme représentent des risques très graves pour l'économie et la sécurité du Canada. Le convoi de camionneurs illustre à quel point les acteurs canadiens peuvent être influencés et financés par des réseaux extrémistes transnationaux. Il est donc essentiel de développer les moyens appropriés pour contrer ces réseaux qui présentent un risque pour les institutions démocratiques.

Il s'agit ici d'une priorité nationale, avec des implications évidentes pour la politique étrangère et de défense, nécessitant que le Canada de faire évoluer sa position pour devenir un acteur dominant dans les domaines de l'information et de la cybersécurité. La prévention et la résilience doivent donc être ancrées dans une logique pancanadienne, qui couvrirait les institutions nationales comme le niveau communautaire. À l'heure actuelle, la désinformation et les incursions quotidiennes dans l'espace de l'information orchestrées par des puissances adverses sapent la confiance dans les institutions publiques. Aux côtés de ses alliés, il sera essentiel que le Canada augmente ses capacités offensives dans les domaines de la cybersécurité et de l'information afin de faire face à l'influence croissante de la Chine et de la Russie dans ce nouvel espace de conflit non conventionnel. En même temps, et comme mentionné ci-dessus, la désinformation américaine est le défi le plus présent et le plus important pour le public canadien.

Nous conseillons qu'un groupe de travail interagences, qui comprendrait le MDN, soit chargé de mobiliser des acteurs externes afin de comprendre la portée et l'ampleur des opérations de désinformation et de mésinformation qui constituent des menaces potentielles pour les missions canadiennes et leurs objectifs respectifs, pour les Canadiens au pays et à l'étranger, pour les élections canadiennes ainsi que pour d'autres infrastructures d'information essentielles. Des mesures ultérieures visant à atténuer les risques cernés et à renforcer la résilience seront nécessaires et devraient être fondées sur ce que ce groupe de travail apprend en surveillant les menaces, en partageant l'information de manière pangouvernementale et en s'appuyant sur les premières expériences de ce groupe de travail en matière de coordination des politiques. Dans le même temps, la prudence et la transparence sont recommandées dans cet espace. Aux États-Unis, la récente création de la Commission de gérance de la désinformation au sein du département de la Sécurité intérieure (DHS) a [suscité](#) de vives critiques et un scepticisme, en partie en raison du manque de transparence du DHS à propos de cette commission.

Le MDN doit, dès le début, faire preuve de transparence sur ce travail, en précisant absolument les paramètres de tout groupe travaillant sur la désinformation et en s'engageant à publier des rapports publics trimestriels sur ce travail. Pourtant, le MDN devrait jouer un rôle dans les efforts interinstitutionnels visant à cerner les campagnes de désinformation qui ciblent les institutions canadiennes et menacent la sécurité nationale canadienne, ainsi qu'à élaborer les meilleures pratiques pour les organismes gouvernementaux qui font face à la désinformation. Il devrait également jouer un rôle proactif dans l'éventualité où des membres des FAC puissent être ciblés par des opérations de désinformation. Par exemple, les membres des forces régulières et les réservistes devraient être tenus de suivre une formation militaire pour tenir les FAC informées des dernières menaces, stratégies et tactiques dans le domaine de l'information. De plus, il devrait y avoir un Manuel des opérations d'information des Forces canadiennes qui exposerait un code de déontologie professionnelle et des règles d'engagement claires pour les opérateurs sur le terrain qui travaillent sur des campagnes d'informations. Il est recommandé que les forces canadiennes ne reproduisent pas les tactiques des régimes autoritaires, ce qui signifie que les opérations d'information canadiennes devraient s'efforcer d'informer et non de créer de fausses histoires perpétuées par des usines à trolls. Un tel manuel devrait également s'appliquer aux entrepreneurs civils qui travaillent pour le MDN sur les opérations d'information. De plus, pour se défendre au mieux, dans le domaine de l'information en particulier, il faudrait s'efforcer d'articuler la dimension cybernétique de la politique étrangère du Canada qui définit les intérêts et les valeurs du Canada dans le cyberspace

Conclusion

Il semble fort logique de souligner la nécessité d'identifier clairement les priorités de la défense canadienne, au pays et à l'étranger, mais cela mérite d'être répété, car ne pas le faire conduirait à la dispersion des efforts et des investissements. Cela est particulièrement coûteux dans le domaine de la défense qui est particulièrement vulnérable à l'augmentation des coûts, en raison des tergiversations politiques et des inefficacités en matière d'approvisionnement. En fin de compte, le Canada devrait accroître ses contributions en matière de défense à l'OTAN et au NORAD, tout en renforçant ses efforts d'aide diplomatique et internationale dans d'autres régions où le Canada peut, au mieux, espérer être un acteur périphérique mais bienvenu. Le Canada doit également être attentif à l'instabilité croissante aux États-Unis et être prêt à prendre ses distances avec Washington si nécessaire.

Ce que nous avons proposé dans ce rapport, ce sont des moyens par lesquels le Canada pourrait clarifier ses positions stratégiques. Cette approche implique des choix difficiles, car le Canada ne peut pas espérer tout faire. Les décideurs peuvent articuler ces choix de manière délibérée à l'avenir pour rendre la politique étrangère et de défense plus accessible, transparente et inclusive. Nous pensons que 2022 est le moment idéal pour remédier à la déconnexion politique entre les décideurs et le public en matière de politique étrangère et de défense. Avec le programme MINDS du MDN comme point d'ancrage, nous reconnaissons que la communauté politique de sécurité et de défense dans son ensemble a également un rôle à jouer dans cet exercice, c'est pourquoi nous avons initié ces consultations et le présent rapport.

Nous sommes conscients que ce rapport a été rédigé dans le contexte d'un examen assez étroit de la politique de défense. Néanmoins, nous croyons sincèrement qu'il est nécessaire pour le Canada de mener un examen périodique de la défense, qui devrait avoir lieu tous les cinq ans. Cela donnera lieu à des mises à jour régulières à propos des menaces auxquelles le Canada est confronté, ce qui apportera au MDN/aux FAC une clarté stratégique tout en favorisant une meilleure compréhension de la part du public canadien des ressources nécessaires pour défendre le pays et ses intérêts à l'étranger. La complexité et l'opacité de la politique étrangère et de défense la rendent inaccessible aux Canadiens, qui se concentrent davantage sur des sujets du quotidien. La guerre en Ukraine, ainsi que les crises alimentaires et énergétiques qu'elle a déclenchées, est un rappel important du fait que la politique étrangère et de défense peut toucher directement les Canadiens, et ce même s'ils bénéficient d'une relative sécurité en Amérique du Nord.